

Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 143 (2017)
Heft: 10: Bains urbains

Artikel: Rawabi, la ville du premier âge d'un État palestinien?
Autor: Belmessous, Hacène
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-736730>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rawabi, la ville du premier âge d'un Etat palestinien ?

En zone C, sous contrôle israélien, en attendant un Etat qui peine à émerger, un projet palestinien parie sur la nouvelle classe moyenne, consumériste et pacifiée.

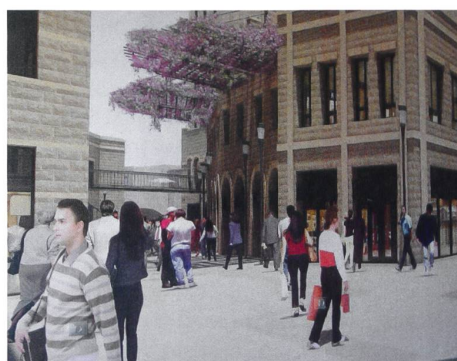
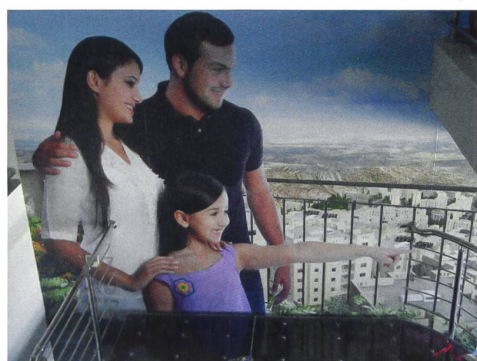
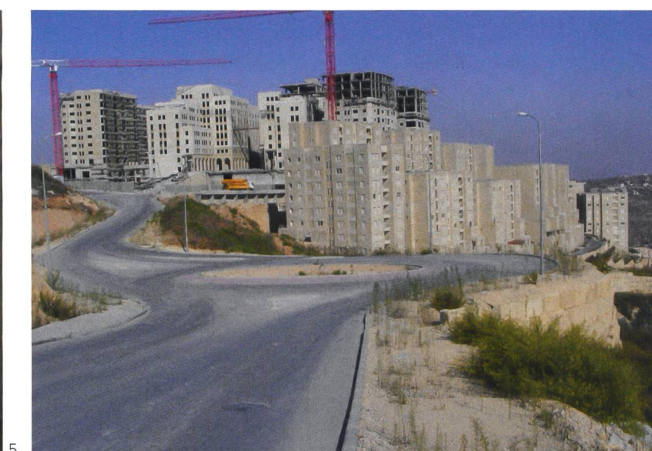
Hacène Belmessous

A l'issue d'un séjour d'un mois en Cisjordanie durant l'automne 2016, je rentrais circonspect après les observations que j'y avais faites. On le sait : si la fabrication d'une ville matérialise une destinée collective – ce processus par lequel les individus agissent de concert pour produire un espace commun et émancipateur –, l'occupation civile et militaire israélienne ainsi que l'état de guerre permanent qui règne depuis 1948 neutralisent, voire effacent, toute idée de ville palestinienne. Peuplée de plus de 230 000 habitants, Ramallah, la principale commune de Cisjordanie, présente ainsi tous les traits d'une ville dynamique sur le plan urbain – les chantiers financés par l'aide extérieure y sont nombreux – et active sur le plan socio-économique. Elle forme le poumon du « territoire » palestinien depuis l'encagement de Gaza. Or, la capitale de l'Autorité palestinienne est sous l'emprise totale de l'armée israélienne. De nombreux check-points militaires l'enserrent ; aussi, la mobilité des individus tient du leurre. Ainsi, lorsqu'un policier palestinien blessa des soldats israéliens à la fin du mois d'octobre, l'Etat hébreu ferma sur-le-champ la presque totalité de ses barrages, une mesure qui occasionna des jours durant des embouteillages interminables pour accéder à l'unique point de passage resté « ouvert », et contraignit nombre de Palestiniens qui travaillent à Ramallah, mais qui n'y habitent pas, à solliciter leur entourage familial ou les réseaux d'amis pour les héberger afin de se soustraire à ces contraintes discriminatoires. En outre, depuis les « accords » d'Oslo de septembre 1993, les Israéliens contrôlent l'accès en territoire palestinien à l'eau et à l'électricité, de sorte que lorsqu'on parvient pour la première fois aux abords de ces villes et de ces villages, on reste intrigué par ces taches noires qui écrasent les toits des maisons et des

immeubles. La raison en est toute simple : les coupures d'eau étant fréquentes et imprévisibles, chaque famille a compris la nécessité d'acheter ces citernes d'eau de couleur noire afin d'anticiper ce type de préjudices. Logiquement, ce contrôle total des existences sociales palestiniennes, conjugué au grignotage continu des terres de Cisjordanie par l'intensification des colonies israéliennes, devrait restreindre toutes les tentatives de production d'un urbanisme souverain, du moins dissident, mais il n'en est rien. Deux expériences notoires ont en effet retenu notre attention.

Real estate à Jéricho

A Jéricho, tout d'abord, où le milliardaire américano-palestinien, Bashar Al Masri, à la tête de Massar International, envisage de bâtir un complexe immobilier dense. Il sera en effet constitué de maisons touristiques, d'hôtels, de commerces, de restaurants, d'un parc urbain, d'un parc aquatique, d'une piste de karting, de cinémas, d'immeubles de bureaux et de services. Cette enceinte privée, appelée Jericho Gate, dont le coût de construction est estimé à 1,5 milliard de dollars, ciblera exclusivement les classes aisées : les touristes du Proche et du Moyen-Orient, les familles riches qui vivent à Jérusalem, Ramallah, Naplouse et Bethléem. La position géographique de Jéricho (Amman est à 55 kilomètres, Jérusalem à 33 kilomètres et la mer Morte à 10 kilomètres) et son climat chaud huit mois par an – cette ville se trouve à quatre cents mètres sous le niveau de la mer – sont les atouts sur lesquels comptent ces promoteurs pour valoriser leur dessein marchand. « Nous voulons construire une ville neuve, moderne, avec un nouveau style de vie urbaine », nous a déclaré Ahmad Al-Sayed Ahmad, le manager général du projet. Le propos est emphatique, excessif



1-6 Vues du chantier
 7-8 Images promotionnelles
 8 (Les images ont été fournies par l'auteur.)

même, tant Jericho Gate tiendra davantage de l'enclosure urbaine, une gated community dédiée au tourisme de luxe en territoire de Palestine, que d'une ville neuve en formation. Le deuxième projet, la construction de Rawabi City, initié par le même Bashar Al Masri, s'inscrit plus justement dans cette expérimentation d'une ville nouvelle en Palestine.

La colline palestinienne

Rawabi est située à une dizaine de kilomètres de Ramallah et à moins de cinq kilomètres de Bir Zeit. Pour y accéder, il n'y a qu'une seule route, au revêtement inégal, et dont une partie se trouve en zone C, soumise donc au contrôle israélien qui a concédé un usufruit à renouveler chaque année aux investisseurs du projet. Lorsque mon taxi me dépose, c'est le ballet des camions de chantier qui attira d'emblée mon regard. Les voies d'accès à la future ville sont quasiment terminées de ce côté-ci, propres et aux trottoirs réguliers, comme pour signifier au visiteur qu'il ne met pas les pieds dans une ville palestinienne ordinaire. Je prenais des photographies du lieu quand un véhicule s'arrêta à ma hauteur, un vigile en sortit pour me demander qui j'étais et ce que je faisais. Quelques minutes plus tard, je me trouvais au sommet de la colline – Rawabi signifie «colline» en arabe – dans un bâtiment qui reçoit les visiteurs du lieu : hommes d'affaires, diplomates, représentants d'institutions étrangères, étudiants en architecture, acheteurs potentiels d'un logement, etc. Avant d'y pénétrer, j'avais remarqué ces drapeaux palestiniens qui flottent aux abords du bâtiment, comme pour souligner que Rawabi City est plus qu'un projet de ville, sa genèse s'accomplissant dans un processus ancré dans une démarche identitaire et nationaliste. Passé l'accueil, j'accédais à une immense pièce qui expose des maquettes du projet global. D'autres maquettes, de taille plus modeste, rendent compte des équipements bientôt construits. Des tirages photographiques de grand format fixés sur les murs révèlent la famille idéale à laquelle le site est destiné : un couple jeune, la femme n'est pas voilée, parents d'un ou deux enfants en bas âge. Ces clichés sont semblables à ceux qui figurent dans les catalogues des promoteurs immobiliers des grandes métropoles occidentales et asiatiques, comme si ce projet urbain était hors-sol, un objet qui s'émancipe de l'environnement sociopolitique dans lequel il s'insère. Quand l'hôtesse m'invita à visionner une installation numérique qui met en scène des individus «vivants» dans les futurs appartements de Rawabi City, ce sentiment d'une ville qui voudrait s'arracher au contexte de l'occupation se renforça. Ce qui est vendu aux futurs acquéreurs d'un logement, c'est une vision heureuse de l'avenir, c'est-à-dire apaisée des préoccupations qui minent quotidiennement l'existence sociale des Palestiniens. Les habitants de Rawabi City seront les pionniers du bonheur d'être Palestiniens dans une sphère moderne bâtie selon des critères écologiques – des panneaux photovoltaïques ont été installés sur les toits dans ce

qui formera «la première ville verte palestinienne». Ainsi s'expriment les communicants, qui vantent par ailleurs la propreté de Rawabi, sous-entendant que les autres villes palestiniennes débordent de déchets. La ville mettra enfin à leur disposition des enseignes commerciales introuvables en Cisjordanie, comme les marques Zara et Mango qui agissent comme des talismans dans la bouche de mon interlocuteur. Selon mon guide, l'architecte et designer Ibrahim Natour, mille appartements étaient construits en cette fin octobre 2016, et trois cents sont en cours de construction. Leurs superficies vont de 94 à 200 m². «On veut du mélange social, c'est pourquoi les petites surfaces sont moins chères qu'à Ramallah, c'est-à-dire qu'on vend nos logements à 70 000 dollars contre 100 000 là-bas» confie-t-il. Dans une aire géographique où le taux de chômage dépasse les 20 % de la population active et où le salaire moyen est d'environ 307 dollars, cet argumentaire d'un habitat accessible à tous peine à dissimuler la réalité : ces petits appartements sont inabordable pour les familles modestes ou la petite classe moyenne. Au reste, la construction de logements sociaux, inexistantes en Palestine, avait initialement été envisagée dans une première programmation mais, faute de financement – les promoteurs de Rawabi sont des businessmen, pas des philanthropes –, cette intention défendue par une Autorité palestinienne démunie a été écartée.

Doutes de la dernière heure

Pour l'heure, Rawabi City est une ville fantôme. Le jour de ma visite, je n'y ai croisé que des ouvriers et des contremaîtres. Deux mille personnes y vivent, soulignait plusieurs fois Ibrahim Natour alors que nous déambulions d'un quartier à un autre. Où sont-elles alors ? «La grande majorité des résidents ne vient que les week-ends et les jours fériés, explique-t-il. Ils ont investi leur argent parce qu'ils croient en Rawabi. Mais quand la ville sera terminée, ils s'y installeront définitivement.» L'état de chantier permanent, l'absence d'offre commerciale (une seule épicerie était ouverte l'automne dernier), les incertitudes sur l'avancée du projet liées à l'occupation israélienne et donc les difficultés à commercialiser une ville encore artificielle altèrent sérieusement le discours volontariste de ses promoteurs. «C'est un projet construit contre le bon sens, regrette un urbaniste qui a travaillé sur le master plan de Rawabi. Rendez-vous compte que 45 % de l'espace résidentiel est situé en sous-sol, et la densité y est très importante. Or, les Palestiniens veulent de l'espace et de la lumière, ce qu'ils ne trouvent pas partout ici. C'est ce qui explique que son développement soit un échec pour le moment.» Pour espérer faire de Rawabi City une ville moderne de 40 000 habitants, l'objectif affiché dans ses plaquettes publicitaires, Bashar Al Masri communique beaucoup. Son ambition : démontrer que cette ville neuve n'est pas un projet immobilier ordinaire mais un acte de résistance passive à l'occupation israélienne. La stratégie est habile car elle est en résonance avec l'évolution des mentalités

dans la société palestinienne. Depuis l'échec des deux Intifada et l'avènement d'une jeune génération qui a fait ses études supérieures à l'étranger et qui, rentrée «au pays», souhaite combattre avec d'autres moyens l'occupation civile et militaire israélienne, l'utilisation du capitalisme et de son idéologie conquérante comme une issue pour se faire entendre de la communauté internationale est en train de bouleverser le corps social palestinien. «Il faut qu'on sorte du misérabilisme de notre condition, estime le fondateur d'une start-up située à Ramallah, c'est-à-dire donner une autre image des Palestiniens à l'étranger. C'est pour ça que Rawabi est intéressante. En montrant qu'on peut bâtir un Etat.» L'ancien secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a visité le lieu en juin 2016. L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, émissaire du Quartet pour le Proche-Orient jusqu'en juin 2015, était intervenu auprès du gouvernement israélien pour obtenir une autorisation de raccordement du pipeline qui alimente Rawabi City en eau depuis la source d'Um Safa, une partie des conduits passant en effet en zone C. Dans le même temps, les promoteurs de la ville nouvelle multiplient les événements culturels, comme

pour suggérer que ce lieu est une œuvre commune à tous les Palestiniens. Les concerts de masse organisés dans un amphithéâtre, une sorte de réplique kitch des théâtres romains, participent de cette construction sociale. Ouvert sur la vallée, il tourne le dos à la ville. Dominé par d'immenses portraits de stars de la culture orientale (Oum Kalthoum, Farid El Atrache, etc.) et occidentale (Marylin Monroe, Elvis Presley, etc.), cet équipement monumental de 12000 places assises concentre toutes les ressources symboliques du marketing nationaliste, manifestant l'idée que Rawabi City n'est pas une ville privée pour les riches Palestiniens mais l'expression crédible d'une nouvelle forme d'action politique contre l'occupation. Ce principe d'unification du peuple palestinien autour d'un urbanisme de l'indifférenciation sociale n'oublie cependant pas sa qualité spécifique, ce champ économique qui transforme l'espace social palestinien. Avant de rejoindre l'amphithéâtre depuis la ville en construction, on doit en effet passer par une piazza bordée de six restaurants.

Hacène Belmessous est chercheur indépendant et journaliste. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les questions urbaines.

Groupe de travail de recherche dans le domaine des tunnels Invitation pour la rédaction d'une demande de recherche AGT 2017/002 Gestion de l'entretien des tunnels

Recherche de la direction générale du programme de recherche « gestion de l'entretien de tunnel ». Elle est responsable de la direction et management des projets individuels (EP) définis dans le projet initial. Des demandes de recherche correspondantes doivent être soumises au plus tard le 31 août 2017.

Début du projet: été 2018
Budget: CHF 380.000.-

Des informations complémentaires concernant la présente invitation peuvent être obtenues sur le site internet <https://www.astra.admin.ch/astra/fr/home/services/weitere-bereiche/recherche-en-matiere-de-routes/domaines-de-recherche/agt.html>

Imbattable sur le marché Suisse des camions aspirateurs

Avec une flotte de 16 camions, Etraxa est le leader incontesté. Dégagement de réseaux, aspiration à distance est notre quotidien. Activité: génie civil, aspiration industrielle, de cendres et plaquettes forestières etc.



Etraxa Romandie SA



Diverses interventions du PowerEtraxer™
sur facebook.com/etraxa



power +41(0)840 701 701
etraxer2